



Information on LABOUR STANDARDS

11 WAGE RECOVERY

Part III of the *Canada Labour Code* (Labour Standards)

Following are questions and answers about wage recovery and payment orders, based on Part III of the *Canada Labour Code*. They will be of interest to employees and employers in industries under federal jurisdiction. Pamphlet 1 of this series describes the types of businesses covered by the *Code*. It is available from any Labour Program office of Human Resources Development Canada and on the HRDC website.

1. What is the wage recovery system?

The administrative wage recovery system effectively replaces criminal prosecution and referral to Small Claims Court in cases of non-payment of wages or other amounts to which the employee is entitled under Part III of the *Code*. It streamlines procedures for the collection of the employee's unpaid wages or other amounts owing.

2. What action does the inspector take?

In the first instance, inspectors attempt to obtain voluntary compliance with the provisions of the *Code*. They investigate to determine whether a complaint is founded. If the complaint is founded, the inspector attempts to have the employer voluntarily pay the wages or other amounts owing.

When an inspector concludes that a complaint of non-payment of wages or other amounts is unfounded, the inspector shall so notify the complainant in writing.

3. Can an inspector's notice of unfounded complaint be appealed?

Yes. A complainant, who has received a notice of unfounded complaint issued by an inspector, may appeal the inspector's decision to the Minister within 15 days after service of the notice.

4. How are cases of non-payment of wages handled?

Inspectors have the power to issue a written payment order to an employer or director who fails to pay wages or other amounts owing under Part III of the *Canada Labour Code*.



5. To what extent are directors liable?

When wage recovery from a corporation is impossible or unlikely, directors may be held liable for amounts due during their incumbency. Corporate directors are jointly and severally liable for employee's wages and other amounts to which the employees are entitled such as severance and termination pay, up to a limit equivalent to six months' wages.

6. Can an inspector's payment order be appealed?

The employer or the director to whom a payment order has been issued may appeal the payment order within 15 days.

The employer or director may not appeal a payment order unless the employer or director (subject to a maximum amount) pays to the Minister the amount indicated in the payment order.

7. Who will hear the appeal?

The Minister will appoint a referee from a designated list, on a case-by-case basis, to hear an appeal of a payment order or notice of unfounded complaint. The referee has the power to summon witnesses, administer oaths, receive evidence, determine the procedure to be followed, etc. The referee will confirm, rescind or vary the payment order or notice of unfounded complaint. The referee could also award costs. The referee's order is final.

8. Does a payment order become a judgment?

The order of the referee or, if there is no appeal, the payment order of the inspector may be registered in Federal Court and proceedings taken as a court judgment.

9. What is a third party claim procedure?

A third party claim is made against a debtor of an employer, up to the amount stated in the payment order. The debtor is required to pay the amount to the Minister within 15 days. The issuance of a written order to debtor may be made by a regional director of the Department.

For information only. For interpretation and application purposes, please refer to Part III of the *Canada Labour Code* (Labour Standards), the *Canada Labour Standards Regulations*, and relevant amendments.

Additional copies of this publication can be obtained from:
Public Enquiries Centre
Human Resources Development Canada
140 Promenade du Portage, Phase IV, Level 0
Gatineau, Quebec
K1A 0J9

Fax (819) 953-7260
www.hrdc-drhc.gc.ca

©Her Majesty the Queen in Right of Canada, 2002
Cat. No. MP43-345/11-2002
ISBN 0-662-66814-6

4. Comment les cas de défaut de paiement du salaire seront-ils traités?

Les inspecteurs ont le pouvoir de signifier par écrit des ordonnances de paiement à un employeur ou à un administrateur qui n'a pas versé le salaire ou d'autres sommes dues à un employé conformément à la partie III du *Code canadien du travail*.

5. Dans quelle mesure les administrateurs sont-ils responsables?

Lorsque le recouvrement des sommes dues est impossible ou improbable, les administrateurs peuvent être tenus responsables du versement de ces sommes. Les administrateurs de sociétés sont solidairement et individuellement responsables des salaires et autres sommes, comme les indemnités de cessation d'emploi, auxquelles les employés ont droit, pour la durée de leurs fonctions, jusqu'à une limite équivalente à six mois de salaire.

6. Peut-on faire appel d'un ordre de paiement signifié par un inspecteur?

L'employeur ou l'administrateur à qui on a signifié un ordre de paiement peut faire appel dans les 15 jours suivant la réception de cet ordre.

L'employeur ou l'administrateur ne peut faire appel d'un ordre de paiement à moins que l'employeur ou l'administrateur (sous réserve d'un montant maximal) remette au ministre la somme visée par l'ordre de paiement.

7. Qui entendra les appels?

Pour chaque ordre de paiement et chaque avis de plainte non fondée faisant l'objet d'un appel, le ministre nommera un arbitre choisi à partir d'une liste de candidats désignés pour entendre cet appel. Cet arbitre aura le pouvoir, entre autres, de citer des témoins à comparaître, de faire prêter serment, de recevoir des preuves, de déterminer la procédure à suivre, etc. Il pourra confirmer, annuler ou modifier les ordres de paiement et les avis en question et accorder des dommages. Ses décisions seront sans appel.

8. Un ordre de paiement devient-il un jugement?

L'ordre de paiement signifié par l'arbitre ou, s'il n'y a pas d'appel, celui signifié par l'inspecteur, peut être enregistré à la Cour fédérale et assimilé à un jugement du tribunal.

9. Qu'est-ce qu'une réclamation à l'égard d'une tierce partie?

Une réclamation à l'égard d'une tierce partie est une procédure qui peut être employée contre un débiteur d'un employeur, jusqu'à concurrence de la somme stipulée dans l'ordre de paiement. Le débiteur est tenu de payer cette somme au ministre dans un délai de 15 jours. Un tel ordre de paiement peut être rédigé par un directeur régional du Ministère.

Ce feuillet est publié à titre d'information seulement. À des fins d'interprétation et d'application, veuillez consulter la partie III du *Code canadien du travail* (Normes du travail) et le *Règlement du Canada sur les normes du travail* ainsi que leurs modifications.

Pour obtenir d'autres exemplaires de ce document, veuillez vous adresser au :

Centre de renseignements
Développement des ressources humaines Canada
140, promenade du Portage, Phase IV, niveau 0
Gatineau (Québec)
K1A 0J9

Télécopieur : (819) 953-7260

www.hrdc-drhc.gc.ca/

©Sa Majesté la Reine du chef du Canada, 2002
N° de catalogue MP43-345/11-2002
ISBN 0-662-66814-6

Renseignements sur LES NORMES DU TRAVAIL

11 RECOUVREMENT DU SALAIRE

Partie III du *Code canadien du travail* (Normes du travail)

La partie III du *Code canadien du travail* contient des dispositions sur le recouvrement du salaire et les ordres de paiement. Les paragraphes suivants visent à répondre aux questions que les employés et les employeurs qui relèvent de la compétence fédérale peuvent se poser à ce sujet. Le feuillet n° 1 de la présente série décrit les genres d'entreprises qui sont assujetties au *Code*. Pour obtenir ce feuillet, veuillez communiquer avec le bureau du Programme du travail de Développement des ressources humaines Canada le plus près de chez vous ou consulter le site Web de DRHC.

1. En quoi consiste le système de recouvrement du salaire?

Le système administratif de recouvrement du salaire remplacera efficacement les poursuites criminelles et les renvois à la Cour des petites créances, dans les cas de défaut de paiement du salaire ou d'autres montants auxquels les employés ont droit en vertu de la partie III du *Code canadien du travail*. Il simplifiera les procédures de recouvrement du salaire et des autres sommes dues aux employés.

2. Que fait l'inspecteur?

Tout d'abord, l'inspecteur tente d'amener l'employeur à se conformer volontairement au *Code*. Il fait enquête pour déterminer si la plainte est fondée. Le cas échéant, il essaiera de convaincre l'employeur de payer le salaire ou les autres sommes dues à l'employé.

Quand l'inspecteur arrive à la conclusion qu'une plainte de défaut de paiement du salaire ou d'une autre somme n'est pas fondée, il en avise le plaignant par écrit.

3. Peut-on faire appel d'un avis de plainte non fondée?

Oui. Le plaignant qui a reçu un avis de plainte non fondée d'un inspecteur peut faire appel de la décision de cet inspecteur auprès du ministre dans les 15 jours suivant la signification de cet avis.

